

Îles du Cap-Vert : d'un micro-monde au système-monde ?*

À propos de Michel LESOURD, *État et société aux îles du Cap-Vert. Alternatives pour un petit État insulaire*, Paris, Karthala, 1995, 524 p., 32 photos, 105 cartes et figures.

Cœuvre de géographe, ce volume bien épais pour l'un des plus petits États insulaires de la planète, à l'histoire ô combien singulière, est largement une étude des politiques économiques et environnementales, le plus souvent politiques publiques. Cela n'étonne guère puisque l'auteur est à la fois professeur à l'Université de Rouen et chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques de Paris.

Œuvre de chercheur, le volume est aussi un « ouvrage de professeur » : la volonté d'expliquer pédagogiquement, l'insistance sur certains détails qui permettent de souligner la méthodologie, ne présentent pas, comme on aurait pu le craindre, de lourdeurs, mais à l'inverse nous permettent de pénétrer clairement la complexité de l'archipel. L'essentiel des données concernent la période 1975-1991, mais certaines vont jusque vers 1994-1995. Il s'agit du produit de recherches personnelles de l'auteur - nombreux séjours de terrain dans l'archipel et en divers lieux d'émigration - joint à une présentation publique de nombreuses recherches de type « consultations ». Le Cap-Vert étant un des pays à l'aide *per capita* la plus forte du monde, il y a en effet une floraison de cabinets travaillant pour les diverses coopérations étrangères et d'ONG, et la littérature grise de leurs divers rapports d'étude est donc particulièrement florissante. Le volume présente aussi le produit de travaux d'étudiants avancés : notons-le, ces jeunes recherches (maîtrises, DEA...) sont très honnêtement citées dans le texte et en bibliographie.

Un défi au déterminisme des lieux géographiques

La leçon globale qu'il veut - et réussit très largement - à faire partager est que « l'archipel du Cap-Vert offre un exemple très pédagogique de défense et illustration de l'absence de déterminisme des lieux géographiques » (p. 74). On ne résumera pas ici l'ouvrage. Il est partagé en quatre parties (les ancrages, la tentation de l'autodéveloppement, la tradition migratoire, des aides à l'ouverture) et clos par une très importante bibliographie (pp. 491-515) de sources publiées et grises, avec de larges apports de sources en langue portugaise et, sans doute, une faiblesse relative en sources de langue anglaise (pas de sources allemandes).

Son grand mérite est de nous faire pénétrer dans l'extraordinaire complexité des problèmes posés par l'archipel. Au départ des Portugais, quelques bonnes âmes de l'Onu n'avaient-elles pas tout simplement proposé l'évacuation de l'archipel, réputé invivable ? L'auteur rappelle alors l'histoire - en géographe, il ne la place pas en début d'ouvrage mais la reporte aux chapitres 2 et, de façon plus éparse, 3 et 4. Archipel fait d'une longue suite de catastrophes (esclavage, attaques dévastatrices de pirates, sécheresses et famines dont la dernière aussi tard qu'à la fin des années quarante...) mais ayant toujours survécu, dont l'identité est aussi une force économique (permanence des *remessas*, envois financiers des émigrés, et de leurs investissements au pays). Après les grandes heures de Mindelo, escale des vapeurs transatlantiques (dépôt de charbon) au XIX^e siècle et la dernière grande famine (1947), le Portugal salazariste se lança dans quelques aménagements que l'on qualifierait aujourd'hui de « développement ». L'indépendance en 1975 et la reconnaissance

* *Note de la rédaction* : cet article, rédigé en 1996, avait été accepté par *l'International Journal of African Historical Studies* (Boston) pour publication en 1997. Des aléas de gestion n'ont pas permis cette concrétisation jusqu'à aujourd'hui, et c'est seulement en 2000 que *l'IJAH* le publiera, et alors seulement en une version notablement réduite. C'est pourquoi nous incluons la version originale du texte dans ce volume de *Lusotopie*, amputée seulement de quelques précisions qui avaient été incluses spécifiquement pour le public américain.

mondiale du parti fondé par Amílcar Cabral permit une aide accrue venant de tous les cadrons politiques (E.U.-A., URSS, Europe, Banque mondiale...) et des travaux de longue haleine de défense de l'environnement, d'hydraulique et d'agriculture, furent engagés. C'est ce que M. Lesourd dénomme la « tentation de l'autodéveloppement », pour laquelle, notamment sous ses aspects hydrauliques et forestiers, il ne cache pas - légitimement, me semble-t-il - son admiration. Cette politique, uniquement permise par l'aide étrangère considérable pendant des années où les *remessas* avaient fléchi (méfiance des émigrés envers le parti unique) autorisa par ailleurs la création de « fronts de haute densité de main-d'œuvre », les fameux FAIMO qui permirent de salarier, faiblement sans doute, des paysans pauvres, souvent des femmes, pour des travaux d'intérêts collectifs et environnementaux.

Cette politique ne pouvait pas, cependant, aboutir en vingt ans, on aurait envie de dire qu'elle était nécessairement une affaire de siècles, pour réparer, à l'image des verdoyantes Canaries, les agressions dont l'environnement capverdien avait été l'objet dans l'histoire, de la surpopulation relative des hommes et des chèvres à l'abattage des rares forêts par le pouvoir colonial (craignant des foyers de guérilla). Et le gouvernement nationaliste - M. Lesourd à mon avis ne le souligne pas assez - semble avoir fléchi dans sa détermination dès le milieu des années quatre-vingt, adoptant largement une politique de libéralisme économique. Cela ne devait point le sauver puisque, dès les premières élections pluralistes (1991), le PAICV fut battu de façon humiliante par le MPD, étrange alliance d'ex-trotskyistes et de libéraux unis contre le parti unique, la population rejetant la phase du « paternalisme »¹. Le MPD au pouvoir continua en fait, en l'amplifiant, la « deuxième politique », libérale et extravertie, du PAICV vaincu. Si des aspects positifs ont été obtenus (retour de cadres exilés, croissance des *remessas*, liberté d'expression, décentralisation permettant une expression plus vive, mais plus banale, des insularismes²), le classique libéralisme économique l'a vite emporté sur les préoccupations sociales des anciens trotskystes. Le malheur de l'archipel est qu'au royaume des « avantages comparatifs » - avantages pour qui, au juste ? - le Cap-Vert ne tiendra jamais la route face à l'Île Maurice ou autres petits dragons asiatiques. En revanche, déjà amorcé dans la dernière période du parti unique, l'exode rural a continué de plus bel, de même que l'émigration. Le nouveau régime applique ainsi une logique purement libérale - classiquement néocoloniale ? - dont il ne récolte que les inconvénients.

M. Lesourd s'attarde longuement sur l'échec majeur du PAICV, à savoir l'« impossible réforme agraire » (p. 247-268). Celle-ci fut tentée notamment à partir de 1978 mais par des biais bureaucratiques et sous une vision uniforme ne tenant pas compte de la grande hétérogénéité des situations socio-foncieres de chacune des îles. En particulier, fut totalement sous-estimée le lien social existant très souvent entre le métayer et son propriétaire et le fait que nombre de microfundiaires étaient souvent eux-mêmes métayers : la volonté de donner des terres aux paysans démunis s'est donc souvent heurtée à leur propre volonté de sauvegarder des rapports sociaux dont ils tiraient une sécurité alimentaire minimale. Michel Lesourd le souligne avec force, le paradigme de la modernisation autoritaire qui fit remplacer le métayage par un loyer monétaire mécontenta tout le monde : paysans qui, les années de sécheresse, devaient auparavant donner au propriétaire *la moitié de rien* et qui désormais devaient un loyer annuel, propriétaires qui, évidemment ne réussissaient pas à se faire payer, émigrants inquiets pour leurs projets d'investissements fonciers.

La quatrième partie aborde enfin ce qui sont les quatre principales formes de l'insertion du Cap-Vert à l'économie mondiale : les transferts des émigrés, l'aide internationale, les services et l'industrie du tourisme. On y voit bien que les *remessas* des émigrés ne sont pas qu'un acte économique, ni même social, mais relèvent aussi de l'identité : nombre des investissements restent des achats de terre, c'est-à-dire l'achat de racines, d'autant que ces envois d'argent ont pris un tour résolument insulaire depuis que le nouveau régime a laissé se développer des associations liant

1. Selon l'expression de Aristides R. Lima, lui-même dirigeant du PAICV (Aristides R. LIMA *Reforma Política em Cabo Verde. Do paternalismo à modernização do Estado*, Praia (Cap-Vert), [1992], édition de l'auteur (avec le concours de la Fondation Friedrich Ebert), 171 p.).
2. «...peut-on réfléchir sur l'iléité comme on le fait sur l'ethnicité » demande avec raison M. Lesourd (p. 115). Bien qu'il ne l'affirme pas très clairement, on sent, et on approuve, une réponse négative. Les insularismes et l'iléité en général font certainement partie de la grande catégorie des phénomènes identitaires, mais beaucoup moins cristallisés que les ethnicités. Il y a bien un État-nation capverdien et même si les *badius* n'aiment pas trop les *sampadjudos*, la nation capverdienne n'est pas pluriethnique.

telle île (et non le pays) à telle communauté émigrée. La réorientation des investissements extérieurs concerne évidemment aussi l'aide étrangère. Encouragée au départ par le PAICV qui souhaitait négocier au mieux son autonomie politique au sein d'une multidépendance phénoménale, la « division par île » de l'aide étrangère a abouti à une fâcheuse inflation de projets, souvent surdimensionnés, chaque « donateur » souhaitant vendre des projets visibles et lourds dans « son » île. La France est particulièrement égratignée au passage, avec le véritable éléphant blanc de ses réalisations hydrauliques à São Nicolau. La question des services, hautement sensible dans le contexte international met le Cap-Vert en situation presque toujours non concurrentielle, notamment à cause des conquêtes de l'indépendance (salaire minimum « trop élevé ») et les projets de zone franche n'ont guère avancé. L'agitation est beaucoup plus vive sur le front du tourisme, mais, si l'évolution est certaine, les îles du Cap-Vert sont encore très loin de ressembler aux Canaries ou aux Antilles. Le pays n'est pas suffisamment lié aux grands opérateurs internationaux. Pourvu que ça dure...

Une discussion nécessaire

Cet ouvrage soulève naturellement la discussion sur plusieurs points. Je considère tout d'abord que son titre (choisi par l'auteur ou imposé par l'éditeur ?) ne correspond pas bien au contenu. Car il n'est guère question de l'État : on n'a pratiquement aucune analyse de l'appareil d'État, de l'organisation gouvernementale, des services sociaux, de la question scolaire, aucune analyse de la grave crise de projet qu'a constituée la sécession de la Guinée-Bissau en 1980. On n'a aucune analyse des effets de la structure de parti unique sur le mouvement social, ou encore des relations entre l'Église catholique et l'État. Plus généralement, il n'y a guère d'étude de l'histoire politique récente. Ce n'est pas de l'État qu'il est essentiellement question, mais bien plus du pays, du peuple, de la nation, et de sa société.

Sur le plan idéologique on ne saurait trop insister sur le syndrome cubain de l'élite politique nationaliste. Portée par l'un des plus grands intellectuels africains du XX^e siècle - Amílcar Cabral - cette élite ne s'est jamais pensée à l'échelle réduite du petit archipel, tout comme Fidel Castro a toujours eu une vision continentale. De ce point de vue, l'accession au pouvoir du MPD n'est pas qu'un changement politique (pluralisme), mais bel et bien une mutation culturelle : abandon de la valorisation africaine, affirmation d'une créolité triangulaire (Afrique, Europe, Amérique) comme l'illustre le choix du nouveau drapeau qui, avec sa couleur bleue et ses étoiles, ressemble furieusement à celui de l'Union européenne... Cela pose évidemment la question du rôle historique de l'élite qui a « contribué à faire définitivement basculer le Cap-Vert dans la lusitanité, même si c'est cette même petite-bourgeoisie qui, se suicidant en temps [*sic*] que classe, a permis au Cap-Vert de mener sa révolution libératrice » (p. 48). Michel Lesourd fait là un clin d'œil à Cabral, qui voyait pour la petite-bourgeoisie africaine un rôle historique comparable à celui du prolétariat dans les pays industrialisés, et qui une fois au pouvoir, pour accomplir cette mission, devait se « suicider en tant que classe ». Sauf que contrairement à ce que laisse supposer la présentation de l'auteur, cette petite-bourgeoisie ne s'est nullement suicidée (ni au Cap-Vert ni en Guinée-Bissau ni ailleurs) et n'en a jamais eu l'intention, si tant est que ce fût historiquement possible. Et précisément, la révolution libératrice capverdienne est restée en chemin, s'égarant d'abord dans un modèle de paternalisme autoritaire (parti unique), puis de libéralisme néocolonial, l'un comme l'autre hostiles au mouvement social.

D'une manière générale, je regrette tant l'approbation implicite du régime de parti unique que la grande timidité de l'auteur à nous présenter une critique du libéralisme. Le fait qu'il s'agit d'abord d'un livre de géographie n'explique pas tout. On sent comme une crainte à contester les gouvernements en place. Cela se comprend pour le régime du PAIGC, puisque l'auteur ne lui cache guère sa sympathie³, mais est prolongé pour celui du MPD. « Le Cap-Vert amorce un

3. Il aurait pu éviter des apologies pour le moins hâtives comme : « Depuis l'indépendance, la préoccupation permanente de l'État issu sociopolitiquement de la petite bourgeoisie, a été d'assurer une protection maximale des populations les plus défavorisées » (pp. 48-49).

engagement vers une économie de services renforcée (troisième plan national, 1991-1995) » nous est-il dit par exemple (p. 368). Mais qu'est-ce que cela signifie ? Si l'engagement n'est pas contestable, ce qui l'est, en revanche, sont la faisabilité, la productivité et les effets de l'euphémisme « économie de services renforcée », à savoir une réorientation néocoloniale si ce n'est *comprador*. Il y a un tournant d'importance considérable, pluri-générationnelle pourrait-on dire, à abandonner la priorité à la défense de l'environnement, à l'autosubsistance, à l'hydraulique et à l'agriculture pour tenter de transformer l'archipel sahélien en une station-service du moyen-Atlantique, de surcroît dans la plus mauvaise conjoncture imaginable. Ce « libéralisme au Sud » renforce fatalement l'exode rural, et, face à l'engorgement des villes, l'émigration. L'auteur n'émet pas même une hypothèse sur les causes de la reprise récente des départs, s'en tenant à une constatation infiniment prudente : « Il est difficile de dire si la tendance récente de remontée du nombre des départs du Cap-Vert est une tendance forte... » (p. 363).

De même, si l'échec de la réforme agraire est largement commenté (*cf. supra*), l'auteur passe beaucoup trop vite (p. 256) sur ce qui s'est passé en 1975 qui, en fait, fonda l'échec ultérieur. Car en 1975, il y eut un puissant mouvement spontané d'occupations de terre, là où les paysans sans terre souhaitaient affronter les propriétaires. Le PAIGC réprima cette mobilisation paysanne qu'il ne contrôlait pas et institua des commissions de réorganisation agraire dans lesquelles siègèrent ces propriétaires ! Le rapport de la paysannerie pauvre au nouvel État était scellé. Quand le régime reprit l'initiative, par voie législative, vers 1978, il se heurta à une méfiance assez généralisée d'autant plus que – cette fois M. Lesourd l'explique bien – l'uniformité bureaucratique du projet ne tenait aucun compte de la diversité sociale insulaire du paysannat. D'où les graves heurts avec la police à Santo Antão dont l'histoire ne nous est pas fournie. Quant au nouveau régime du MPD, il a carrément abandonné la question, laissant faire le libre jeu du libéralisme : visiblement, on compte que la question agraire sera résolue par l'exode rural. C'est effectivement une solution, qui aura des effets dévastateurs non seulement en termes sociaux (ruraux et urbains) mais aussi au niveau de l'environnement (abandon des terrasses, reprise de l'érosion, etc.).

D'une certaine manière, on pourrait dire que le « respect du régime en place » de M. Lesourd l'amène finalement à insinuer que la paysannerie a une belle part de responsabilité dans l'échec de la réforme. Il fait sien plusieurs fois le paternalisme du PAICV envers les paysans en évoquant, sans apporter aucun élément pour la fonder, « l'atonie générale [du] milieu rural... » (p. 220), en s'interrogeant « sur les effets de l'individualisme paysan et de son manque d'organisation » (p. 264), etc. Mais si, du point de vue étatique (ou du parti unique), le paysan n'est guère « organisé » parce qu'il ne participe pas aux structures qu'on lui présente, cela ne signifie nullement que la société paysanne ne soit pas très bien organisée ! Sa résistance à la réforme agraire suffirait à le montrer. Par ailleurs, pourquoi voudrait-on que les paysans « répondent » alors qu'en 1975 on les a écartés, en 1978-1985 on a voulu les contraindre, et que maintenant « la privatisation des fermes d'État est en cours » (p. 235) – M. Lesourd ne le dit qu'au détour d'une note de bas de page – selon des modalités qui font que les sans-terre n'ont guère les moyens d'en acquérir et que seuls ceux détenteurs de quelque capital le pourront. C'est-à-dire qu'ils auront le sentiment qu'aucun des deux régimes issus de l'indépendance ne leur aura rendu la terre.

Il n'est pas étonnant qu'acceptant implicitement le nouveau paradigme libéral, le chapitre sur le tourisme – qui regorge par ailleurs de données précieuses – nous laisse sur notre faim (en particulier aux pages 467-68 et 477-79). On peut discuter éternellement sur les difficultés à multiplier les hôtels de *standing* international, à brancher l'archipel sur les grands opérateurs voyagistes, mais la discussion de fond (et de fonds !) n'est pas menée : un tourisme pour faire quoi ? M. Lesourd, concluant ce chapitre, écrit :

CQFD ! Outre que l'on est en droit de se demander si un régime de parti unique, qui ne donne pas aux gens les moyens de définir démocratiquement leurs besoins, est institutionnellement capable d'une telle sollicitude, on peut aussi constater que le paradigme de la modernisation autoritaire n'a souvent pas cherché à rendre aux petits paysans la terre aux mains des Portugais ou de l'Église catholique, mais l'a nationalisée en fermes d'État. On peut également s'étonner de voir le PAICV désigné comme relevant de « l'extrême-gauche » (p. 151)).

« Le développement du tourisme au Cap-Vert passe par le développement des infrastructures générales : transports interîles, réseau routier, approvisionnement en eau, énergie. Conscient des limites actuelles de la capacités d'accueil et redoutant, sur la population, les effets psychologiques de l'irruption brutale d'un tourisme de masse, le gouvernement cap-verdien préfère s'orienter vers un tourisme de qualité. [...] Mais cette ouverture se fera, principalement, avec des capitaux étrangers et, un peu, avec ceux de la diaspora : pour le Cap-Vert, une insertion financière dans l'économie-monde. Pour le monde fortuné, un Cap-Vert nouveau terrain de jeu » (p. 478)

On pourrait reprendre chaque élément de ce paragraphe : des « infrastructures générales » certes, mais pour qui, en quels lieux ? Une route goudronnée pour aller de l'aéroport international aux hôtels de luxe à l'extrême-sud de l'île de Sal, route non payée par ces hôtels, pendant que des villages de Santo Antão restent accessibles seulement par mer ? Une eau coûteusement dessalée pour ces hôtels – certes ils la payent, mais cela signifie que leurs règlements repartent *illico* à l'extérieur (importation de fuel) ? Quant au « tourisme de masse », il faudrait bien préciser de quoi l'on parle : car le tourisme de « masse » susceptible de venir aux îles du Cap-Vert est formé de touristes capverdiens des communautés émigrées et de voyageurs souvent jeunes des classes moyennes du monde occidental qui viendront pour la randonnée pédestre, le VTT ou la musique, à savoir un tourisme très peu traumatisant psychologiquement puisque se logeant dans les petites pensions que les *retornados* auront construites avec leurs *remessas* et ne nécessitant aucune infrastructure qui ne soit pas en même temps utile à la population. Le « tourisme de qualité » évoqué est en réalité le sempiternel tourisme de luxe et de classe (genre Maurice, Bermudes ou Sri-Lanka, voire Cuba), hautement traumatisant, qui amène effectivement beaucoup de capitaux... qui repartent immanquablement tout aussi vite, laissant sur place seulement les pauvres salaires des femmes de chambre issues de l'agriculture ruinée, le SIDA et des infrastructures non prioritaires pour l'aménagement équilibré du territoire – tourisme de luxe qui n'amène pas seulement la « prostitution » (p. 477) mais de violentes différenciations sociales. Du point de vue des capacités d'accumulation locale de capital, mieux vaudrait ouvrir des Auberges de jeunesse dans les îles, qui attireraient des jeunes de tous pays dont les dépenses resteraient dans l'archipel, que des hôtels de luxe. Il est dommage que M. Lesourd n'ait pas mené ouvertement cette discussion car dans un archipel où il n'y a encore aucun Club Méditerranée, il n'est pas trop tard pour ne point répéter les erreurs faites partout ailleurs !

En revanche, il y a une ressource économique que l'auteur n'évoque pas, et qui pourtant aurait pu être développée : la musique. On connaît la créativité extraordinaire de ce peuple, et le succès international croissant de ses artistes. Pourquoi n'y a-t-il aucun studio d'enregistrement et d'impression à Praia ou Mindelo ? Le Cap-Vert n'est-il point capable de faire aussi bien que la Jamaïque ?

Des données très détaillées nous sont fournies sur l'émigration. Considérable, elle n'a pas détruit la nation capverdienne, l'émiettant de l'archipel atlantique aux « archipels extérieurs » d'Amérique et d'Europe ou d'Afrique continentale, et fut utilisée par la population comme une arme anticoloniale lui permettant d'épargner et de se former. Même si Michel Lesourd combat le « mythe du haut niveau culturel historique des îles du Cap-Vert » (p. 52), il n'empêche que cette émigration, permise par le fait que les Capverdiens ne furent jamais soumis à l'indigénat, a précisément autorisé, une ou deux générations plus tard, l'émergence de cadres moyens ou supérieurs sans commune mesure, proportionnellement à la population, avec les situations bissau-guinéenne ou mozambicaine par exemple. Ce « mythe » me semble donc avéré en ce qui concerne la *nation* capverdienne, dans toute son extension pluri-continentale, mais – je rejoindrais ici l'auteur – pas en ce qui concerne la population de l'archipel lui-même. N'y a-t-il pas six cents médecins capverdiens au Portugal ?

En revanche, je me demande s'il n'y a pas une erreur méthodologique à considérer (p. 276) que les statistiques de l'émigration « officielle », quoiqu'incomplète, indiquent cependant des « tendances probablement exactes ». En effet, indépendamment même du problème des clandestins largement abordé dans l'ouvrage, il y a aussi le fait des réémigrations d'avant 1975 ou de Capverdiens ayant fait établir leurs papiers avant cette date : combien de Capverdiens de France ne sont-ils pas venus sous couvert de leur nationalité portugaise, une partie d'entre eux étant du reste nés dans ce pays ? Ils n'apparaîtront donc, au titre du Cap-Vert, dans les statistiques des pays d'accueil, ni dans celles des nationalités, ni dans celles des nationalités (lieux de naissance). Or les destinations que suivirent ces personnes

anciennement en Europe, mais qui expriment toujours une vive identité capverdienne⁴, ne furent pas forcément les mêmes que celles des clandestins d'aujourd'hui. Je me demande en particulier si les destinations française et hollandaise ne sont pas fortement sous-estimées.

Les points ci-dessus évoqués relèvent de la discussion, nécessaire et habituelle, entre chercheurs et, si elles restreignent sans doute l'ampleur de l'objet indiqué imprudemment par le titre, n'entament point la qualité de l'ouvrage. En fait, je ferais un seul vrai reproche sur ce dernier plan : les épreuves du manuscrit n'ont pas été relues avec l'attention nécessaire et beaucoup trop d'erreurs typographiques sont demeurées à l'impression. Premièrement l'ouvrage ne respecte jamais la graphie portugaise des tildes et accents (pas de ã, de õ, de í, de ó, de â...)⁵. Deuxièmement les erreurs ou imprécisions dans les tableaux sont nombreuses et parfois fort gênantes⁶, et on relève enfin quelques erreurs historiques ponctuelles⁷.

Les photographies sont excellemment choisies, contemporaines ou parfois anciennes, très belles. Elles ne sont pas de simples illustrations, mais amènent vraiment quelque chose au texte.

Le 3 décembre 1996

Michel CAHEN

Centre d'étude d'Afrique noire

CNRS-Institut d'études politiques de Bordeaux

-
4. La capverdianité des communautés émigrées est évidemment fluctuante, et le plus souvent descendante ou remaniée à tel point que les intéressés, en voyage au pays, sont considérés par les insulaires par exemple comme des « Américains ». Cf. M.CAHEN, « À la recherche de la nation. Le congrès des cadres capverdiens de la diaspora », pp. 69-74, in *Lusotopie 1995*, Paris, Karthala, décembre 1995, rés. fr.-port.-angl. p. 394.
 5. Page 7 des photographies, le village de Fontainhas est orthographié de façon méconnaissable (« Fintaihas »). Par ailleurs, page 104 le mot « créole » est orthographié de deux manières différentes à une ligne d'intervalle à savoir *criolo* en sous-titre et incorrect, et *crioulo* en début de paragraphe ce qui en graphie portugaise est exact. Pourquoi ne pas avoir utilisé la graphie... créole (*kriol* ou *kryol*) ?
 6. Page 177, le total indiqué pour 1990 (234 491) laisse croire à une diminution de la population alors que le total correct est de 341 491. Page 290, la deuxième colonne indiquée « Hommes » est évidemment celle des femmes. Page 293, les trois colonnes sont indiquées « Hommes », alors que la seconde est celle des « Femmes » et la troisième celle du total. Le pourcentage total indiqué pour les hommes (55 %) est faux, puisqu'il s'agit évidemment de 100 %. Page 416 l'intérêt du tableau sur les « Sources de l'aide en 1989 » est fort incertain puisqu'il n'inclut pas le Portugal, premier donateur bilatéral en 1989, ce que l'auteur indique en *nota bene*, mais ce qui fausse totalement les pourcentages fournis puisque les 16,5 % du Portugal ont été retirés du calcul global. Page 280, les notes 6 et 7 sont inversées.
 7. Concernant l'émigration l'auteur indique : « À Madère [...] l'émigration est continue depuis le XVI^e siècle : vers le Cap-Vert, mais surtout le Brésil, puis l'Amérique du Nord » alors que la destination écrasante des Madérois a été l'Afrique du Sud (ce sont les Açoréens qui ont émigré vers l'Amérique du Nord, ce qui est du reste mentionné quelques lignes plus loin, p. 73). Il parle du « ...créole afro-néerlandais des Antilles (papiamento de Curaçao) » (p. 103) alors que ce créole est surtout de racine afro-ibérique (luso-espagnole, à commencer par le mot *papiamento*). Il remarque ensuite que « ...le créole du Cap-Vert [est] moins africanisé que les créoles de Guinée, d'Angola ou du Mozambique » (page 106), mais les dernières traces du créole luandais ont disparu dans les années trente en Angola, et il n'y a jamais eu de créole au Mozambique (il y a en revanche, en extension, un parler populaire du portugais, fortement influencé par la syntaxe bantoue, très loin de constituer un créole).